

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

Session annuelle  
du Conseil d'administration

Rome, 7–11 juin 2010

## RAPPORTS DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE SUR DES QUESTIONS OPÉRATIONNELLES

Point 11 de l'ordre du  
jour

*Pour information\**



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.A/2010/11-B/1**  
26 avril 2010  
ORIGINAL: ANGLAIS

## INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT APPROUVÉES PAR LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE ENTRE LE 1ER JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2009 — DJIBOUTI 105441

### Assistance alimentaire aux groupes vulnérables et aux réfugiés

Nombre de bénéficiaires	99 750
Durée du projet	24 mois (1 <sup>er</sup> octobre 2009–30 septembre 2011)
Quantité de produits alimentaires fournis par le PAM	25 719 tonnes
<b>Coût (dollars É.-U.)</b>	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	12 788 216
Coût total pour le PAM	24 938 892

\* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment longtemps avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODJ\*: M. M. Darboe tél.: 066513-2201

Attaché de liaison principal, ODJ: M. T. Lecato tél.: 066513-2370

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

\* Bureau régional de Johannesburg (Afrique australe, orientale et centrale)

## RESUME

1. Djibouti dispose de ressources naturelles limitées. Sur ses 833 000 habitants, les deux tiers résident dans la capitale; le reste des habitants vivent dans les autres villes ou sont des pasteurs nomades. Les sécheresses, les inondations, le faible niveau des nappes phréatiques et l'imprévisibilité des pluies continuent de poser d'importants problèmes qui s'aggravent avec le changement climatique mondial.
2. Djibouti compte parmi les pays les moins avancés, à faible revenu et à déficit vivrier, et se classe au 155<sup>e</sup> rang sur 182 pays selon l'indicateur du développement humain de 2009. Les enquêtes montrent que 42 pour cent de la population vit dans la pauvreté absolue avec moins de 2 dollars É.-U. par jour; c'est dans les zones rurales, où 83 pour cent des habitants vivent dans une extrême pauvreté, que la situation est la plus préoccupante. Le taux de malnutrition aiguë globale est de 17 pour cent sur l'ensemble du territoire, le taux le plus élevé, soit 25 pour cent, étant enregistré dans la zone de subsistance pastorale au nord-ouest du pays. La malnutrition aiguë grave est de 2,4 pour cent à l'échelle nationale, avec des variations selon les régions.
3. L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 105441 est alignée sur la stratégie nationale de sécurité alimentaire et de nutrition et sur le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour 2008–2012. L'intervention contribue à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) 1 à 7 et va dans le sens des Objectifs stratégiques 1 à 4 du PAM.
4. La stratégie d'intervention du PAM prévue dans l'IPSR 105441 comprend: i) une assistance alimentaire pour les ménages victimes de la sécheresse afin de les aider à reconstituer leurs moyens de subsistance et à renforcer leur capacité de résistance aux chocs futurs; ii) des interventions de nutrition pour améliorer l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans sous-alimentés, des femmes enceintes et des mères allaitantes; et iii) un appui aux personnes les plus vulnérables, y compris celles qui vivent avec le VIH et le sida, les orphelins et autres enfants vulnérables ainsi que les réfugiés du camp d'Ali Addeh.
5. La stratégie de transfert des responsabilités est une approche à long terme qui vise à renforcer les capacités du Gouvernement en matière de suivi, d'analyse de la situation et d'intervention, en prévision de chocs futurs liés à la sécurité alimentaire. Les premières étapes de cette stratégie consistent tout d'abord à consolider la nouvelle Unité de la sécurité alimentaire du Gouvernement et ensuite à accroître les capacités techniques de celui-ci afin qu'il puisse mettre en œuvre des activités Vivres pour la création d'avoirs destinées à rendre les moyens de subsistance des ménages ruraux plus résistants aux chocs.